



Le scandale Google

Google continue à distribuer ses dollars à la presse bien-pensante, celle qui va lui permettre de se présenter comme un interlocuteur fréquentable et ainsi poursuivre la conquête du marché européen en échappant aux poursuites judiciaires, soit pour abus de position dominante, soit pour contrefaçon aux droits d'auteur.

La firme de Mountain View a annoncé la création avec huit éditeurs européens d'un fonds d'aide, doté de 150 millions d'euros sur trois ans, baptisé Digital News Initiative (DNI) pour « soutenir le journalisme de qualité » par « la technologie et l'innovation ». Ce nouveau dispositif remplacera le Fonds pour l'innovation numérique de la presse (FINP) créé à l'Elysée le 1^{er} février 2013 avec le soutien de François Hollande et une Association de la presse d'information politique et générale (AIPG), dont quelques membres seulement se sont partagés 30 millions d'euros en 2013 et 2014.

Google a particulièrement bien choisi les huit éditeurs ; la plupart sont adossés à de grands groupes industriels (*Les Echos* pour la France, *Le Frankfurter Allgemeine Zeitung* et *Die Zeit* en Allemagne, *le Financial Times* et *The Guardian* au Royaume-Uni, *NRC Media* aux Pays-Bas, *El Pais* en Espagne et *La Stampa* en Italie), mais, surtout, ce sont des médias d'influence.

N'y a-t-il pas un conflit d'intérêt ? Comment les journalistes des heureux élus pourront-ils traiter les campagnes et, éventuellement, les poursuites de certains éditeurs européens qui contestent les pouvoirs exorbitants de Google ?

La firme de Larry Page ne recule devant rien ; elle multiplie les opérations de lobbying auprès des instances européennes et se montre très généreuse. En 2014, elle aurait dépensé près de 4 millions d'euros, comme le révèle le Registre de transparence de la Commission de Bruxelles, une somme jugée très éloignée de la réalité, pour "arroser" députés, fonctionnaires et journalistes.

Les Echos, le quotidien économique de Bernard Arnault, a touché des sommes non négligeables grâce au FINP et il va continuer à bénéficier des largesses de Google pour payer sa modernisation, alors même que le groupe dégage d'énormes profits.

Le DNI ne constitue qu'une nouvelle opération de lobbying pour Google, une goutte d'eau par rapport à un chiffre d'affaires de 66 milliards de dollars (en hausse de 19%) et aux bénéfices de plus de 14 milliards (en hausse de 12%) dégagés en 2014.

Le SNJ-CGT dénonce les huit éditeurs qui n'hésitent pas à se transformer en complices de ce prédateur avide qu'est Google. On mesure mieux aujourd'hui le rôle néfaste joué par le président de la République qui, en parrainant le FINP en 2013, a ouvert une voie royale à un nouvel industriel américain en bafouant, au passage, les droits d'auteur des journalistes.

Montreuil, le 4 mai 2015
SNJ-CGT